



New York, 24 septembre 2019 – discours officiel du président de la Confédération Ueli Maurer devant l'Assemblée générale de l'ONU

La parole prononcée fait foi

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,
Monsieur le Secrétaire général,
Mesdames et Messieurs les Chefs d'État ou de gouvernement,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Mesdames, Messieurs,

Notre monde change rapidement. Les valeurs qui longtemps nous ont servi de repères, sont remises en question. Il en résulte un désarroi : à quoi se raccrocher, si rien ne dure ? Peut-on encore faire confiance à la politique, à l'économie, aux organisations internationales ? Voilà des interrogations auxquelles il faudra trouver des réponses dans le cadre de notre Assemblée générale.

Commençons par nos valeurs. La charte des Nations Unies constitue pour nous à cet égard une boussole. Elle affirme dans son préambule les droits fondamentaux de toutes les personnes et leur égalité. Elle dit aussi l'égalité des nations. Les relations entre États devraient être régies par des normes partagées. Permettez au représentant d'un petit État que je suis, de m'attarder un peu sur ce point. Nous sommes en effet plusieurs pays de petite taille à constater que ce principe d'égalité est trop souvent violé. Cette tendance nous inquiète. Souvent la force des grands prime sur le droit des petits. Entendez-moi bien : je ne suis pas venu ici pour me plaindre. Il s'agit simplement de rappeler que c'est une réalité qui nous concerne tous. En effet du respect des principes dépend le bon fonctionnement de la communauté internationale. Et ce ne sont pas les paroles qui comptent, ce sont les actes. Les petits États n'ont pour eux que le droit – un droit que la communauté internationale se doit de protéger pour son propre bien.

Parlons encore un peu des droits fondamentaux. Les Conventions de Genève, qui constituent un repère indiscutable, fêteront cette année leurs septante ans. Grâce à Genève, la Suisse est donc dépositaire des Conventions. L'engagement humanitaire est ainsi au cœur de notre politique extérieure. Si dévoués que nous soyons à la cause du droit international humanitaire, la liste de ses violations est longue – trop longue. Il nous appartient à présent à nous tous de faire en sorte que ces valeurs deviennent réalité. Il n'y a pas pour nous de mission plus importante ni plus noble. Au travail !

Permettez-moi d'évoquer aussi les questions pressantes qui se posent : Agir contre la faim, assurer les besoins en eau et en énergie, donner à tous une formation, combattre le changement climatique, réduire les conflits armés – ce ne sont là que quelques-uns des défis devant nous. Les phases d'espoir succèdent à celles de désespoir. Dans le passé, nos efforts ont souvent été récompensés lorsque nous avons su mettre à profit les derniers développements technologiques pour le bien commun. Le progrès de notre civilisation dépend en grande partie de ces innovations et de leur partage.

Investir dans la recherche et dans la formation, c'est créer les conditions d'un monde qui offre davantage de chances à tous. Si nous voulons à l'avenir avoir assez de nourriture, d'eau potable et d'énergie pour tous, si nous voulons lutter avec succès contre le changement climatique, ce n'est pas de professions de foi dont nous avons besoin, c'est d'innovations techniques. Il nous faut donc investir dans la formation et dans la recherche. Le partage des connaissances ne doit pas connaître de frontières. Le progrès technique doit être encouragé, non pas combattu. Le développement des technologies numériques peut ici rapidement apporter des bénéfices considérables.

Le numérique permet de simplifier les processus. Il contribue aussi à une plus grande transparence. Le numérique transformera notre monde, notre façon de vivre ensemble, notre manière de travailler. Il pourra nous aider à accélérer l'avènement d'un modèle de développement durable. La communauté internationale s'est fixé à cet égard des objectifs ambitieux avec l'Agenda 2030. Les nouvelles technologies et l'innovation nous donneront les outils qui nous permettront de les atteindre.

Vous le savez, la Suisse fait partie des principales places financières. Nous nous engageons pour que notre secteur financier soit irréprochable. Le secteur financier a la capacité d'influencer les choix qui sont faits en matière d'investissement durable et de donner l'exemple. Avec une utilisation avisée des nouvelles technologies numériques, celui-ci peut développer des produits innovants, durables et attrayants. Ayons le courage de nous ouvrir à la nouveauté et de dire « oui » aux promesses de demain.

Le numérique implique aussi certains risques. Pratiques illicites et cyberattaques font désormais partie du quotidien. La protection de la sphère privée est elle aussi un droit fondamental. Il appartient ici au politique d'agir et d'encadrer l'utilisation des données.

Je rappelle à cet égard que nous avons lancé il y a trois semaines à Genève la fondation « Swiss Digital Initiative ». Elle réunit les principaux fournisseurs mondiaux d'équipements informatiques et de logiciels, plusieurs poids lourds de l'industrie mais aussi l'ONU, le Comité international de la Croix-Rouge, Facebook et Google. De quoi s'agit-il ? Nous voulons que la nouvelle société numérique se donne des règles éthiques communes. Les nouvelles technologies doivent inspirer et mériter notre confiance. Vous tous ici pouvez-vous joindre à cette initiative et manifester ainsi votre engagement en faveur à la fois du progrès et de valeurs éthiques fortes.

Vous le constatez, la Suisse mise sur le numérique et y voit une chance dans tous les domaines. Ce mouvement doit être encadré par des règles claires et qui s'accordent avec nos valeurs communes. Nous sommes ouverts à vous tous aujourd'hui présents pour partager nos expériences et coopérer.

Parlons enfin un peu de nous-mêmes, je veux dire de l'ONU. Nous voulons une ONU forte parce qu'elle est la seule plate-forme mondiale d'échange susceptible de nous aider à relever ensemble les défis qui nous attendent. Certes l'institution doit être réformée, sur les points que nous savons. Nous assurons à cet égard le Secrétaire général de notre soutien pour garantir que l'organisation devienne plus efficace et concentrée sur ses missions premières. L'ONU vit de la confiance qui lui est accordée, cette confiance est notre capital.

La Suisse se déclare prête à contribuer au bon fonctionnement de l'ONU. Genève constitue à cet égard une plateforme de choix : elle est depuis des décennies l'une des capitales de l'humanitaire. Elle est le siège du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Elle accueille plus de 400 organisations non gouvernementales. Et elle est désormais aussi le siège d'une initiative mondiale consacrée aux questions éthiques que pose le numérique.

Le monde change, et ce changement suscite parfois le désarroi. Heureusement, nous avons des valeurs qui nous permettent de nous orienter. Nous demandons que soient mis en œuvre des droits égaux pour tous, pour les individus comme pour les États. Le droit doit l'emporter

sur la force, telle est notre devise. En outre, grâce aux nouvelles technologies, nous disposons d'un outil qui nous permettra de répondre aux défis de demain.

Nous sommes résolus à nous impliquer fortement à l'avenir dans la résolution de ces défis. La Suisse et Genève se tiennent prêtes !